



PHOTO: FMI

Un ardent défenseur de l'inclusion

Benno Ndulu explique pourquoi les services financiers devraient être plus largement accessibles

BENNONDULU, Gouverneur de la Banque de Tanzanie, prône l'accessibilité des services financiers aux segments les plus pauvres et les plus défavorisés de la société. En tant que président en exercice du conseil d'administration de l'Alliance pour l'inclusion financière, qui compte parmi ses membres plus de 90 pays en développement, il a contribué au lancement de certaines des initiatives les plus innovantes pour rendre le système financier accessible aux populations non bancarisées. Sous son impulsion, la Banque de Tanzanie a ouvert ses deux premières agences d'évaluation du crédit pour réduire le risque de crédit tout en stimulant l'octroi de prêts au secteur privé, et elle a soutenu le recours à la téléphonie mobile pour élargir l'accès aux services bancaires.

Titulaire d'un doctorat en économie de la Northwestern University aux États-Unis, M. Ndulu a travaillé pour la Banque mondiale en Afrique de l'Est et concouru à la création du Consortium pour la recherche économique en Afrique, organisation panafricaine axée sur la politique économique.

Au cours de l'entretien qu'il a accordé à Bruce Edwards pour *F&D*, M. Ndulu a fait observer qu'on trouve un bon banquier central derrière tout système financier équitable.

F&D : L'inclusion financière retient beaucoup l'attention ces derniers temps. Quelle place les gouverneurs des banques centrales occupent-ils dans ce débat?

BN : Les banques centrales du continent africain ont généralement activement défendu la cause de l'inclusion financière, et ce n'est pas un hasard. Une politique monétaire ne peut être efficace qu'à condition qu'une part beaucoup plus importante de la population soit incluse dans la question monétaire elle-même. Par conséquent, l'inclusion financière — ou l'intégration dans le système de la population non bancarisée — permet de faire entrer dans le système beaucoup plus d'activités financières susceptibles d'être influencées par l'action publique.

C'est l'une des principales raisons. La seconde est tout simplement que, pour réduire la pauvreté, voire l'éradiquer si possible, il faut supprimer les contraintes qui pèsent sur l'accès aux financements. Et, dans une large mesure, le secteur financier a toujours été dans le champ d'action des banques centrales. Celles-ci ne s'occupent pas uniquement de la politique monétaire — elles supervisent aussi les banques et sont responsables des systèmes de paiement. C'est pourquoi nombre d'entre elles ont élargi leur mission à l'inclusion financière.

F&D : Qui a le moins de chances d'avoir accès aux services financiers en Tanzanie ou, plus généralement, dans la région?

BN : C'est avant tout la population rurale. C'est probablement elle qui se trouverait au bas de l'échelle de l'inclusion financière ou qui serait le plus exclue du système financier. Après elle viendraient les femmes. Le clivage ville–campagne et le clivage hommes–femmes affectent aussi l'inclusion financière, et il faut les éliminer tous les deux.

F&D : Pensez-vous que les aspects démographiques de cette question ne sont pas les mêmes en Afrique de l'Est que dans le reste du monde?

BN : Oui, et je pense que cela tient en partie aux pratiques culturelles s'agissant du rôle attendu des femmes dans la gestion des finances. Ce sont des problèmes qui restent à résoudre même une fois résolu celui des plateformes de fourniture des services. Et ce sont des questions importantes auxquelles il faut s'attaquer.

F&D : Dans votre rôle de président de l'Alliance pour l'inclusion financière, quelle influence exercez-vous (ou l'Alliance exerce-t-elle) sur les décideurs dans la région?

BN : L'Alliance est dans une très large mesure une alliance de décideurs. Elle a principalement fait évoluer ses membres de trois façons. La première est l'apprentissage par les pairs. Il n'y a rien de mieux que

d'apprendre de ses pairs ce qu'ils font et comment ils ont résolu leurs problèmes. Étant donné que nous cherchons tous à relever le défi de l'exclusion financière, nous avons appris des uns et des autres, au-delà des frontières régionales — car le problème ne se limite pas à l'Afrique; il concerne aussi les membres asiatiques et latino-américains. Même certains pays d'Europe de l'Est, dont la Russie notamment, font partie de l'Alliance.

La deuxième façon dont l'Alliance a exercé son influence est l'émulation. Nous prenons des engagements en groupe, et nous rendons toujours compte des progrès accomplis dans la réalisation de ces engagements. Les pays aiment s'entraîner réciproquement en montrant les progrès qu'ils ont effectués, et cela renforce généralement les pressions qui s'exercent sur eux.

Troisièmement, l'Alliance est un instrument important de coordination avec les autres parties prenantes, les secteurs privés et les compagnies de télécommunications en tant qu'acteurs clés. Enfin, tous les membres se sentent égaux au sein de l'Alliance. Ils apprennent donc vraiment des uns et des autres sans être contraints de faire certaines choses. Et c'est ce qui fait la particularité de l'Alliance pour l'inclusion financière.

F&D : Les pays de la région doivent faire face à plusieurs problèmes comme la faiblesse des cours des produits de base et le durcissement des conditions de financement. Quel est le degré de priorité accordé à l'inclusion financière?

BN : L'inclusion financière figure très haut dans la liste des priorités du fait, en partie, que nous savons tous que, pour réduire la dépendance, il faut vraiment diversifier l'économie, et l'accès au crédit constitue un obstacle important pour les petites et moyennes entreprises qui permettent généralement aux pays d'atteindre cet objectif. Même les zones rurales diversifient aujourd'hui leurs activités : elles ne se consacrent plus uniquement à l'agriculture. Et je pense que les jeunes dans l'ensemble, même dans les zones rurales, aimeraient pouvoir disposer d'autres débouchés que les activités purement liées aux produits de base. Il est donc important de s'attaquer aux principaux obstacles que constituent l'accès aux financements et l'utilisation des fonds.

F&D : Il est intéressant de constater que vous placez les gouverneurs des banques centrales au centre de cette question, or on entend très peu leur voix dans le débat. Comment l'expliquez-vous?

BN : En fait, les principaux membres de l'Alliance pour l'inclusion financière sont, pour la plupart, des

gouverneurs de banques centrales et leurs associés. Mais la situation varie entre les pays. Les gouverneurs qui ont décidé d'être audacieux en acceptant que l'innovation joue un rôle moteur — et en particulier l'innovation numérique pour résoudre les problèmes posés par l'exclusion financière — ont aussi généralement fait davantage entendre leur voix en se saisissant de la question. Mais d'autres ont préféré ne pas s'écarter d'une position plus traditionnelle consistant à dire «Je n'autoriserai l'innovation que quand j'aurai la certitude qu'elle ne présente aucun risque». L'évolution est alors beaucoup plus lente.

F&D : L'inclusion financière ou les mesures inclusives impliquent-elles un risque politique? Est-ce quelque chose qui est populaire, ou qui inspire la méfiance chez les politiciens?

BN : Je pense que, dans l'ensemble, c'est une question populaire. S'il y a une chose qui réduit l'agitation, c'est l'inclusion. Et aucun politicien n'aime l'agitation. Surtout maintenant que le chômage et les perspectives d'avenir des jeunes sont une préoccupation majeure dans notre région, il est important que des politiques inclusives permettent à tous de gagner leur vie et de rester dans le droit chemin.

F&D : Êtes-vous satisfaits des progrès que vous avez accomplis dans votre propre pays, la Tanzanie, dans le domaine de l'inclusion financière?

BN : Oui. Nous avons réalisé des progrès considérables au cours des six ou sept dernières années avec l'adoption du numérique. Pendant les 50 ans qui ont suivi l'indépendance, nous n'avons réussi à intégrer dans le secteur formel qu'environ 9 à 10 % de la population. En l'espace d'environ sept ans, nous avons porté ce chiffre à près de 60 %. Cela a été possible en partie grâce à la plateforme de paiement mobile et maintenant aux identités numériques qui permettent d'assurer l'accès au crédit et de faciliter l'identification des clients des banques. Et, bien sûr, nous avons réussi à rendre les services financiers moins coûteux et plus facilement utilisables. Ce sont les aspects vraiment importants des avancées dont la Tanzanie et d'autres pays de la région ont bénéficié.

F&D : Mais la technologie financière s'accompagne de risques. Comment peut-on réglementer ce secteur sans compromettre les avantages qu'il offre?

BN : Certes, les risques sont réels, et il faut les gérer. Ceux qui veulent éviter le risque ne font appel à aucune innovation risquée. Mais ceux qui sont prêts à le gérer le font en veillant à sécuriser l'intégrité des systèmes. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de clarté.